

# CONTRE LE BUDGET DE GUERRE ET L'AUSTÉRITÉ, TOUS-TES EN GRÈVE !

*En mars 2026, un mouvement a secoué le secteur de l'éducation et la jeunesse lycéenne à Marseille contre les suppressions de postes et les baisses de moyens prévues par le nouveau budget 2026. Ce fut la première riposte, sur les lieux de travail, au nouveau budget austéritaire de Lecornu et à l'économie de guerre.*

**L**es journées de mobilisation du 10, 17, 19 et 26 mars ont mis plus de 2000 personnes dans les cortèges, plusieurs vies scolaires en grève et ont bloqué des dizaines de lycées contre les coupes budgétaires, la militarisation et la guerre.

Il existe donc des possibilités de riposte face aux conséquences de l'économie de guerre sur les travailleur-euses. Il nous faut rendre compte de ce qui a rendu possible un tel mouvement mais aussi ses limites pour envisager sa généralisation à l'ensemble des secteurs de travail.

## Des tensions impérialistes aux coupes dans le secteur de l'éducation et de la jeunesse

Depuis le renforcement des tensions inter-impérialistes mondiales, avec notamment un point de bascule avec le début de la guerre en Ukraine, les États européens augmentent fortement leur budget de guerre. En France, la loi de programmation militaire 2024-2027 adoptée en 2023 prévoit 413 milliards d'euros de dépenses militaires sur sept ans, soit une hausse d'environ 40% par rapport à la programmation précédente.

Cette économie de guerre ne relève pas d'un contexte sécuritaire dégradé mais bien de la dynamique structurelle du capitalisme mondial. L'augmentation des tensions entre puissances impérialistes pour le contrôle des marchés, des ressources et des zones d'influence menace de déclencher des conflits militaires. Le réarmement des pays européens montre leur volonté de se trouver une place dans un moment de reconfiguration impérialiste marqué par le recul de l'hégémonie américaine et la montée en puissance de la Chine.

Cette économie de guerre entraîne une restructuration du budget de l'État avec des coupes massives dans certains secteurs comme celui de l'éducation. Début février, un budget a annoncé la suppression de 4000 postes dans l'Éducation Nationale. L'État fait payer la

guerre aux travailleur-euses et coupe dans les secteurs publics. Mais il a également besoin d'une jeunesse prête à combattre et multiplie les partenariats entre l'Éducation Nationale et les armées, notamment avec les dispositifs "classes défense" qui multiplie les liens et les rencontres entre l'armée et les élèves.

Depuis 2026, un service militaire "volontaire" est mis en place pour les jeunes âgés entre 18 et 25 ans pour une durée de 8 à 12 mois, rémunéré et offrant des avantages d'accès à l'emploi. Ce dispositif vise évidemment les jeunes populaires et ouvrières qui vont voir en celui-ci une possibilité de revenu et d'accès au marché du travail. Pour justifier les saignées dans l'éducation et de tels dispositifs, Macron développe un argumentaire nationaliste et raciste pro-guerre.

La mobilisation des travailleur-euses de l'Éducation Nationale est un début de réponse aux contradictions des guerres impérialistes qui ne peuvent se faire sans le soutien des travailleur-euses qui n'y ont pas intérêt et qui en paient le prix.

## La mobilisation lycéenne déclenche l'opposition au budget de guerre

Le mouvement a débuté le 5 mars par un blocus lycéen contre la militarisation de la jeunesse. Cette action a lieu en solidarité avec un appel des organisations lycéennes en Allemagne contre la



militarisation. Ce jour a vu des grèves et manifestations dans plus de 140 villes outre-Rhin avec plus de 50 000 lycéen·nes en manifestation.

En France, l'écho a été partiel mais à Marseille le blocus le 5 mars a participé du déclenchement de blocus contre la militarisation et le budget de guerre. Les jours suivants, plusieurs établissements scolaires sont bloqués. La participation des lycéen·nes permet d'accélérer les grèves des travailleur·euses de l'éducation qui débutent le 10 mars dans plusieurs établissements particulièrement touchés par les coupures budgétaires.

La détermination des lycéen·nes permet de convaincre les enseignant·es de la grève en affirmant la nécessité de la solidarité avec les élèves qui bloquent et subissent une répression inouïe. L'Éducation Nationale et la préfecture répriment les blocus avec l'envoi systématique de CRS, des G.A.V des lycéen·nes mobilisé·es, des interpellations à domicile d'élèves mineur·es et même des fichages de certain·es élèves par le Rectorat.

Dans les manifestations intersyndicales, les lycéen·nes animent des cortèges dynamiques, avec des slogans contre la guerre, contre la militarisation de la jeunesse, contre le génocide en Palestine, contre l'extrême droite et pour les services publics.

Des assemblées générales lors des journées de mobilisation ont regroupé lycéen·nes, parents d'élèves et enseignant·es. Ça a favorisé la politisation du mouvement en le faisant dépasser les revendications purement économiques propres au secteur, pour lui donner un caractère plus politique, qui lie les coupes budgétaires au contexte d'économie de guerre.

La répression inédite des lycéen·nes a révélé ce que l'État était prêt à faire pour éviter que le mouvement ne se diffuse dans d'autres secteurs touchés par les coupes budgétaires dans un contexte de forte augmentation du carburant qui renforce l'impopularité de la guerre.

Toutefois, le mouvement ne s'est pas étendu au-delà du secteur de l'éducation à Marseille. Les militant·es syndicalistes n'ont pas perçu le

potentiel de ce type de mouvement et ne s'en sont donc pas saisi. Il a pourtant le potentiel pour faire reculer le gou-

vernement, non seulement sur l'éducation mais dans l'ensemble des secteurs visés par l'économie de guerre.

En ce sens, le communiqué écrit le 17 mars, en réponse à l'appel de l'AG éducation de Marseille à généraliser la grève le 26 mars, par les enseignant·es du lycée Voltaire à Paris est exemplaire. En appelant à la grève nationale reconductible sur des mots d'ordre "des moyens pour l'éducation, pas pour la guerre ! Nos mobilisations sont la solution", il permet d'imaginer ce que pourrait changer la présence de cama-

rades implanté·es dans de nombreux établissements au niveau national voulant généraliser et politiser la grève.

Le potentiel du mouvement des travailleur·euses de l'éducation contre la guerre dépasse la France.

Un mouvement d'ampleur dans l'éducation, qui dépasserait les frontières nationales, contre la destruction de l'école publique pour financer l'armée et les génocides, est possible.

En Italie, après avoir été impliqué dans les grèves pour la Palestine de septembre dont les taux de grèves ont dépassé ceux des dernières

années, le secteur de l'éducation appelle à une grève le 7 mai 2026 contre le budget de guerre, la militarisation de la jeunesse et la réforme des lycées professionnels qui s'annonce très suivie. D'après Francesco Tirro (militant syndicaliste éducation USB Scuola, rencontré lors de la flotille pour Gaza), "ces grèves sont le résultat d'un travail conscient syndical de liaison des conditions de travail à une situation politique plus générale d'économie de guerre, de militarisation de la jeunesse et de complicité du gouvernement Méloni avec le génocide en Palestine".

Cette date de grève, appelée par plusieurs syndicats avec des mots d'ordre politiques, doit être suivie de près et montre les capacités des travailleur·euses à riposter face à la guerre et la militarisation de la jeunesse.

*L'entrée en mouvement des lycéen·nes de Marseille a donné un caractère combatif et politique à la mobilisation dans l'éducation*



**ANOUC BRUNET (MARSEILLE)**